

Plusieurs projets à La Chaux-de-Fonds et à Neuchâtel visent à faciliter la vie des cyclistes. Mais le canton continue à poser des embûches diverses aux adeptes de la petite reine

# Par monts et par vaux à bicyclette

ALAIN MEYER

**Neuchâtel** ▶ Le non du peuple suisse à davantage d'autoroutes induit-il automatiquement un transfert des deniers publics vers un développement accru du vélo? Réuni-es en congrès à mi-janvier à Neuchâtel, les Vert-es suisses poussent la Confédération à changer de braquet. «Les moyens alloués aux projets d'agglomération doivent être augmentés», a rappelé la conseillère nationale genevoise Delphine Klopfenstein Broggni. A la tête de Pro Vélo Suisse, elle parle «de cartes rebattues du financement de la mobilité».

Dans le canton de Neuchâtel, le vélo a de la peine à se faire une place en raison d'une topographie n'incitant pas toujours à l'enfourcher. Le 21 janvier, les Vert-es du canton ont enregistré une avancée avec de l'oui du parlement à un texte enjoignant le Conseil d'Etat à proposer «une offre tarifaire attractive» pour le transport des vélos dans les trains. En particulier là où les portions à avaler sont trop raides et dissuadent de s'y lancer à deux-roues sans moteur. Entre Neuchâtel et Noiraigue par exemple. Ou entre Les Hauts-Geneveys et La Chaux-de-Fonds.

## Mauvais élève

Cette recommandation du législatif renvoie au piètre résultat obtenu par le canton dans les parts modales des déplacements à vélo en Suisse. Parmi les cancrures du classement de l'Observatoire du vélo et des mobilités actives de l'université de



Les Vert-es du canton réclament «une offre tarifaire attractive» pour le transport des vélos dans les trains.

KEYSTONE-PHOTO PRÉTEXTE

Lausanne. Avec 2,6% de parts modales, Neuchâtel se situe en queue de peloton tandis que la moyenne avoisine 8% en Suisse.

Député vert au législatif cantonal et dépositaire du texte, Yves Pessina observe que «les grands axes ne sont guère adaptés aux cyclistes dans ce canton». Il note aussi que les trajets entre le Littoral

et les vallées, via les gorges et les monts, sont marqués par moults obstacles et détours. Ce que confirme Rachel Oesch de Pro Vélo Neuchâtel. A hauteur de la route cantonale H10 entre Rochefort et Corcelles, «notre association s'est opposée à un tronçon qui est aujourd'hui à l'enquête parce que les plans de réaménagement n'ont pas assez pris en compte les cyclistes», dit-elle. Des turpitudes qui pourraient «sauter avec un vrai plan *bike and rail* à l'échelle cantonale», selon Yves Pessina. Ce dernier propose de lancer à l'essai un tarif promotionnel durant les vacances scolaires pour

**«La solution par train ne peut pas remplacer des aménagements cyclables de qualité pour relier les régions»**

Aël Kistler

évaluer l'attrait d'une telle offre et son impact sur les capacités ferroviaires.

Autre élu au parlement, le vert libéral Aël Kistler parle «de lisser le relief». Rachel Oesch veut aller plus loin: «La solution par train ne peut pas remplacer des aménagements cyclables de qualité pour relier les régions.» A droite, on juge les coûts liés au vélo trop onéreux. Chargé de la Mobilité pour le canton, le ministre PLR Laurent Favre part du principe que l'Etat n'a non plus pas la compétence au niveau tarifaire et que les compagnies de TP «ne pratiquent pas d'offres spécifiques pour certaines lignes», comme le soulève Yves Pessina.

## Retard de vingt ans

Début janvier, lors de la présentation de son programme de législation, l'exécutif de La Chaux-de-Fonds a rappelé le «fort potentiel de développement» du vélo dans la métropole horlogère, localité où les rues montent et descendent comme à San Francisco. «Elles ne sont pas plus en pente qu'à Lausanne ou à Neuchâtel», rectifie très vite le conseiller communal et directeur de l'Urbanisme, Théo Huguenin-Elie. «Nous avons la volonté de créer à terme un réseau permettant de faire le tour de la ville en vélo sur un chemin sûr», dit-il au *Courrier*. Mais les mentalités évoluent difficilement. «Ce qui manque le plus ce sont les ressources humaines pour mener et/ou suivre les projets de réaménagements. Oui, un nouvel apport de la Confédération serait le bienvenu.»

En 2026, la rue des Musées sera réagencée pour rendre cette zone cyclable. D'autres aménagements sont projetés rue des Armes-Réunies ou celle du Balancier. Une vélo-station sécurisée est aussi annoncée à la gare. L'élu socialiste en veut à la droite de faire le jeu

de l'automobile. «Aucune politique de stationnement contraignante pour les résident-es n'a pu trouver un consensus avec la droite ici. L'utilisation de la voiture reste facile et gratuit», déplore-t-il. Il parle d'un retard de vingt ans en termes d'aménagements pour le vélo. «Il a fallu attendre près de trente ans aussi pour obtenir les contournements routiers. Ceci explique en partie ce retard.»

## Neuchâtel roule électrique

A Neuchâtel, où les deux élus écologistes de l'exécutif prennent leur vélo pour se rendre au travail, l'arrivée d'une majorité rose-vert pourrait faire accélérer le mouvement. Parmi les pionnières de Pro Vélo en Suisse, la verte Johanna Lott Fischer s'y emploie au dicastère de la Mobilité. «Nous avons encore beaucoup de chantiers pour rendre le vélo accessible et les voies sécurisées pour tout le monde. Aussi pour les cyclistes lambda», résume-t-elle. La Ville procède déjà à des ajustements par touches dès qu'une route est ouverte pour changer des canalisations. Mais l'idéal, avance Johanna Lott, serait d'avoir plus de zones limitées pour les vélos à 30 km/h pour réduire les accidents avec les vélos à 20 km/h.

Dans le chef-lieu, où la montée vers la gare impose le respect à des cyclistes chevronnés, le vélo électrique semble être la panacée. «Il n'y a presque plus que ce genre de vélos dans les stations», observe Johanna Lott Fischer.

Pro Vélo Neuchâtel, qui compte 500 membres à son actif, émet surtout de son côté le souhait «d'être consulté lors du renouvellement du plan directeur cantonal de la mobilité cyclable et de la nouvelle loi sur les voies cyclables que la Confédération demande aux cantons de concrétiser d'ici à 2042». I

PARTENARIAT

Forum Meyrin

**L'ARRIERE-PAYS**

3615 Dakota

Les 3 points de suspension

04 - 05.02

Théâtre

MEYRIN CULTURE

meyrinculture.ch

MEYRIN

## Libertés en jeu à Bienne

**Controverse** ▶ Deux jours après l'annulation à Bienne de «Ramadan together we prepare», une conférence qui devait avoir lieu ce samedi au centre-ville pour préparer les participants au ramadan selon ses organisateurs (lire notre édition d'hier), les fils derrière cette affaire se démêlent peu à peu. «C'est une grande victoire pour les personnes qui luttent contre l'islamisme. Nous avions prévu dans un premier temps de manifester aux abords du Palais du Congrès si cette conférence devait être maintenue. Puis, avec un groupe de personnalités de Bienne et d'ailleurs, nous avons convenu qu'il était plus judicieux de médiatiser le cas pour inciter la Ville à ouvrir les yeux. Ce qu'elle a fait après la publication le week-end passé d'articles dans la presse allemande, suivie de réactions sur les réseaux sociaux», dépeint

Mohamed Hamdaoui. D'origine algérienne, l'élu centriste du parlement de la Ville se dit satisfait que cette manœuvre ait finalement abouti à cette issue.

La mairie a publié avant-hier un avis confirmant non pas le bannissement de la conférence, mais la résiliation du contrat de location de la salle. «Il a été convenu entre la Ville et CTS, l'entreprise qui gère le Palais des Congrès où cette conférence aurait dû avoir lieu, que CTS le résilierait unilatéralement», confirme au *Courrier* Livia Roth, de la Direction bienneoise de la sécurité.

Les autorités étaient-elles sous pression? «Non», assure-t-elle, ajoutant que «le Conseil municipal [exécutif] est convaincu que Bienne est une ville dont la diversité offre de grands potentiels, mais ne veut pas que la tolérance qui y règne soit abusée». L'élu ne donne pas davantage d'explications.

En conflit avec l'islamisme radical depuis la guerre civile qui a ravagé son pays d'origine entre 1992 et 2002, Mohamed Hamdaoui indique que les personnes invitées à s'exprimer «étaient des influenceurs s'adressant à des milliers de jeunes en Allemagne, Autriche, Suisse, avec jusqu'à 100 000 followers pour certains». Il leur reproche de nourrir des accointances avec les Frères musulmans, un mouvement contesté pour son radicalisme, mais qui n'est pourtant pas interdit, ni en Suisse ni en Europe, à l'exception de l'Autriche.

«Nous avons voulu préserver l'image de Bienne et éviter des risques éventuels», poursuit-il. Une action préventive en quelque sorte? «Oui», se défend-t-il ouvertement.

Au Parti socialiste, les opinions divergent. Le président de la section romande, Hervé Roquet, qui n'exprime ici que

son avis personnel, dit regretter cette distorsion à la liberté d'expression et de réunion «tant qu'il n'y a pas d'atteinte manifeste à la loi».

Il s'étonne également qu'en juin 2023, une grande messe dénommée Push week-end, organisée par des évangélistes, a, elle, été autorisée à la Tissot Arena (stade de glace) en présence de milliers de participantes, dont le ministre bernois de la santé, l'UDC Pierre-Alain Schnegg. Deux poids deux mesures alors? «Cette manifestation n'avait pas suscité autant de réactions que celle de samedi sur les réseaux sociaux», rétorque Mohamed Hamdaoui. Il réfute le terme de «pressions» sur les autorités pour expliquer la volte-face des services de sécurité qui avaient d'abord donné leur feu vert. Il parle plutôt «d'action politique pour ne pas laisser l'UDC seule s'emparer de cette question». AMR